

La corruption accentue la pauvreté.
Comment agir ?





Chère lectrice, cher lecteur,

Où commence précisément la corruption? Avez-vous déjà reçu un présent d'une société ou d'un partenaire en vous demandant si vous pouviez ou non l'accepter?

La corruption connaît de multiples visages. Elle est particulièrement visible dans les pays pauvres, dont le sous-sol regorge pourtant de richesses. Les montants faramineux qu'elles génèrent sont souvent captés par le pouvoir en place et détournés pour l'achat d'armes destinées à le renforcer, tandis que la majorité de la population croupit dans la misère. L'extraction des matières premières entraîne nuisances environnementales et violations des droits humains, dont pâtissent les plus pauvres.

Pour combattre cette scandaleuse réalité, SWISSAID appuie dans plusieurs pays des organisations de la société civile qui dénoncent les abus et luttent avec courage en faveur d'une plus grande transparence dans les flux financiers générés par l'exploitation des matières premières.

Au Tchad, au Niger ou en Guinée-Bissau, des citoyens exigent désormais de connaître les termes des contrats négociés par les gouvernements avec des sociétés de négoce des matières premières, ainsi que les montants de ces transactions. La prochaine étape sera d'agir sur l'affectation des dépenses publiques, afin que les conditions de vie de la majorité de la population s'améliorent (lire à ce propos l'article publié en page 4).

SWISSAID est active dans des pays figurant parmi les plus corrompus au monde. Face aux corrompus, c'est bien connu, on trouve des corrupteurs. Parmi ces derniers, figurent des banques ou des grands groupes internationaux, qui sans scrupules recourent aux pots-de-vin et à la corruption pour acquérir de nouveaux marchés et des avantages. C'est pourquoi SWISSAID s'engage également en Suisse, par l'intermédiaire de l'organisation faîtière Alliance Sud, en faveur de directives et de contrôles stricts destinés à empêcher les flux d'argent illégaux.

Nous combattons la corruption et la mauvaise gestion à tous les niveaux. Cette question fait l'objet de règles strictes au sein de notre règlement interne. Il est cependant beaucoup plus difficile de lutter contre la corruption à grande échelle. Pour cela, nous travaillons sur le long terme, avec courage, et avons besoin de votre appui.

Je vous en remercie de tout cœur.

Caroline Morel, directrice de SWISSAID

Focus: lutte contre la corruption

- Niger: contrôle citoyen sur les finances publiques 4
- Guinée-Bissau: victoire après la suppression de 5 taxes illégales 6
- «La corruption aggrave la pauvreté»: entretien avec la directrice de Transparency International Suisse

Enquête exclusive

- Les négociants suisses gèrent un quart du pétrole africain 9

Equateur

- Des cochons d'Inde qui changent la vie 10

Dialogue des paysannes

- Six paysannes partenaires de SWISSAID viennent partager leurs expériences en Suisse en octobre. 11

Les rendez-vous de SWISSAID

- Des manifestations à ne pas manquer! 12

Ecopop

- SWISSAID recommande de voter non! 13

Les temps changent

- Deux départs et deux arrivées au sein du comité de direction de SWISSAID 14

Solidarité

- Le Petit Paradis, magasin bio à Fribourg, s'engage en faveur des petits producteurs au Sud 15



Couverture:

Dans le sud du Tchad, ces enfants apprennent à lire, écrire et compter à l'école primaire – des compétences indispensables pour former des citoyens engagés.

Photo: Daniel Ammann

Impressum

SWISSAID

Edité par SWISSAID,

Fondation suisse pour la coopération au développement

Bureau de Berne: Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, centrale téléphonique 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73, fax 031 351 27 83, courriel: postmaster@swissaid.ch

Antenne romande: rue de Genève 52, 1004 Lausanne, téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel: postmaster@swissaid.ch

Rédaction: Pia Wildberger, Zora Schaad, Catherine Morand, Amandine Etter, Sébastien Dutruel

Rédaction photos: Eliane Baumgartner

Traduction: cb service Lausanne.

Graphisme, mise en pages et préresse: Brandl & Schärer AG, Olten.

Impression: Stämpfli AG, Berne. Imprimé sur papier FSC.

Le Monde SWISSAID paraît au minimum quatre fois par an. Une fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre de taxe d'abonnement, afin de pouvoir bénéficier du tarif postal réduit pour les journaux.

Compte postal: CP 30-303-5

IBAN: CH20 0900 0000 3000 0303 5

BIC/SWIFT: POFICHBEXXX



SWISSAID porte le label de qualité du ZEW O attribué aux institutions d'utilité publique. Il garantit une affectation désintéressée des dons, effectuée en connaissance de cause.



Une Anglaise à Rangoun

Les responsables de SWISSAID à l'étranger sont tous des cadres nationaux, sauf au Myanmar (Birmanie), où Claire Light, de nationalité anglaise, pilote le bureau de SWISSAID avec un bel engagement.

Lorsqu'on évoque le Myanmar, Claire Light devient intarissable : «Ce pays est une source d'inspiration ! Les gens ont un esprit d'équité très développé. Ils prennent soin les uns des autres en y mettant tout leur cœur. Et nos organisations partenaires sont très engagées !» Voilà sept ans qu'elle vit à Rangoun, l'ancienne capitale de ce pays d'Asie du Sud-Est. «Mon cœur bat pour le Myanmar», dit-elle pour expliquer sa relation avec sa nouvelle patrie.

A l'origine, elle était archéologue. «Mais je voulais aider à rendre le monde un peu meilleur», explique-t-elle aujourd'hui. Du coup, elle a suivi une formation en coopération au développement et mené à bien, au cours des 15 dernières années, un grand nombre de missions en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est. Aujourd'hui, cette Anglaise de 44 ans dirige le bureau de SWISSAID à Rangoun qui emploie 18

collaborateurs locaux. Selon elle, personne ne devrait être condamné à une vie de misère : «La pauvreté est tout simplement injuste !»

Passionnée par son travail

«Notre travail ici a un sens et produit des résultats», explique-t-elle. Car malgré l'ouverture du pays ces dernières années, la vie des paysans dans les campagnes a peu changé. Pour les populations défavorisées des régions rurales en particulier, le nouveau climat politique promet de nouvelles opportunités, mais comporte aussi des risques. Tel celui de voir leurs droits fonciers insuffisamment protégés par la loi ; et leur environnement se dégrader dans la foulée d'une extraction minière démarrée sans réelle consultation des communautés locales. La crainte des plus pauvres que les investissements étrangers ne profitent qu'à une minorité est également bien réelle.

C'est dans ce contexte que SWISSAID s'engage aux côtés de ses partenaires pour améliorer leurs conditions de vie et défendre leurs intérêts. Par exemple en les soutenant dans leurs efforts pour passer à une agriculture organique, ou démarrer un élevage.

«Je voulais aider à rendre le monde un peu meilleur.»

Pourquoi Claire Light est-elle si enthousiaste lorsqu'elle parle de son travail au sein de SWISSAID ? Elle raconte volontiers que dès ses premiers mois au Myanmar, son entourage l'avait encouragée à postuler chez SWISSAID en Birmanie, car cela lui permettrait d'être proche des gens et de mieux comprendre leur culture. Aujourd'hui, elle confirme : «SWISSAID s'intéresse réellement aux personnes auxquelles elle apporte un appui.»

Soirées karaoké

Son temps libre, elle le passe avec des amis birmanis, qui lui font découvrir la très riche culture de leur pays, peuplé de nombreuses ethnies. Elle n'hésite pas à participer avec eux à des soirées karaoké – «et pourtant, je ne sais absolument pas chanter !», s'amuse-t-elle – ou à passer d'agréables moments dans les nombreux salons de thé et restaurants de Rangoun. Elle n'a pas oublié l'archéologie, qu'elle souhaiterait pratiquer bénévolement en Birmanie. Claire Light apprécie aussi énormément l'humour des Birmans, très fin et pincésans-rire. Pas très éloigné en somme de l'humour britannique...

Pia Wildberger



Le contrôle citoyen favorise la transparence au Niger

Au Niger, SWISSAID apporte son appui à des communes qui pratiquent le budget participatif, lequel permet à la population de décider et contrôler comment l'argent public est dépensé. Et de lutter ainsi contre la corruption.

Les paysans de la commune rurale de Gothèye au Niger ne sont pas réticents à payer des impôts. C'est du moins la conclusion tirée d'une analyse portant sur la moralité fiscale au Niger, où en seulement une année, le nombre de ménages qui paient leurs impôts est passé de 17% à 64%. Pourtant, les revenus des habitants n'ont pas subitement augmenté, car les sols sont épuisés et l'agriculture ne rapporte pas suffisamment pour vivre. Quant aux mines d'or de la région, les familles de paysans n'en retirent généralement que de la pollution. Comment expliquer alors un tel miracle fiscal ?

La réponse se trouve dans la mise sur pied d'un processus appelé «budget participatif», qui

donne d'excellents résultats. Cinq communes politiques, englobant des centaines de villages et totalisant près d'un demi-million d'habitants, se sont entièrement converties à ce nouveau mode de planification des finances communales.

La petite révolution du budget participatif

Si cette approche fait partie du paysage politique suisse, elle est en revanche totalement novatrice au Niger. Cela fait tout juste deux ans que les habitants de cette région se sont concertés pour la première fois, afin de décider ensemble à quoi seraient destinées les recettes fiscales. Dans les villages, sous les manguiers, les investissements potentiels ont fait l'objet d'âpres discussions : avons-nous besoin d'une nouvelle école ou d'un caniveau pour évacuer les eaux usées ? D'un dispensaire ou de semences ? Dans chaque localité, un ou une déléguée a été démocratiquement élu. Sa mission : transmettre les propositions de son village aux responsables de la commune. Les délibérations

finales se sont déroulées en public et ont été retransmises en direct sur les radios locales.

«Les demandes des femmes ont enfin pu être entendues», se réjouit Hamsatou Boubacar, une paysanne de 56 ans originaire de Say, l'une des cinq communes ayant mis en œuvre le budget participatif. «Le problème de l'eau a été abordé, ce qui facilite la vie des femmes dans mon village.»

Renflouer les caisses communales

La caisse communale n'est pas seulement alimentée par les paysans. Lorsque, par exemple, un opérateur de téléphonie mobile installe une antenne, il doit payer une indemnité à la commune. En outre, l'Etat est légalement tenu de reverser aux communes concernées 15% des recettes tirées de l'extraction de matières premières comme l'or, l'uranium, le pétrole ou le calcaire. Cette mesure paraît simple, mais exige dans la pratique un contrôle strict.

Là aussi, le budget participatif représente une solution idéale. Les communes publient les chiffres semestriels dans plusieurs langues lo-

cales, puis les diffusent à grande échelle. Les citoyens, très attentifs, sont dès lors en mesure de déceler d'éventuelles irrégularités. Tel a été le cas à Agadez, où le géant français du nucléaire Areva extrait de l'uranium. Des jeunes y ont repéré un «retard de paiement» de la part du gouvernement et ont pu obtenir le transfert de ces fonds au profit de la commune.

Ce n'est pas un hasard si ce projet est géré dans les communes et les villages par le ROTAB. Cette organisation partenaire de SWISSAID depuis plusieurs années s'engage en faveur

Les délégués villageois sont formés au budget participatif pour défendre leurs intérêts, dans un pays classé au 106^{ème} rang sur l'indice de perception de la corruption.



d'une plus grande transparence dans le secteur des matières premières et des flux financiers.

Les propositions de la population sont prises en compte

C'est ainsi que les citoyens de la commune d'Arlit ont pu voir leurs propositions d'investissements être réalisées, comme par exemple la construction d'une maternité et l'achat d'une ambulance pour des soins gynécologiques. D'une manière générale, les suggestions de la population ont été prises en compte. C'est ainsi que la seule année 2013 a vu l'aménagement d'une centaine de salles de classe, la création de deux centres de santé, l'achat d'outils destinés aux jardins potagers communaux, ainsi que la pose de caniveaux.

La transparence permet de lutter contre le détournement des biens publics, et d'améliorer sensiblement les finances publiques, dont le contrôle est renforcé. Un entrepreneur local a ainsi été pris en flagrant délit de fraude: pour la construction d'écoles, il facturait le prix fort, mais utilisait du ciment de mauvaise qualité.

Les municipalités doivent rendre des comptes

Le climat social au sein des villages s'est par ailleurs nettement amélioré depuis que leurs habitants, y compris les plus modestes, sont en mesure d'exercer un contrôle sur leurs autorités; quant aux municipalités, elles doivent désormais rendre des comptes à leur électorat. «C'est la première fois que je suis prise au sérieux par les autorités et que je peux faire valoir mon opinion», se réjouit Hamsatou Boubacar, une paysanne de la région de Tillabéri, commune rurale de Say.

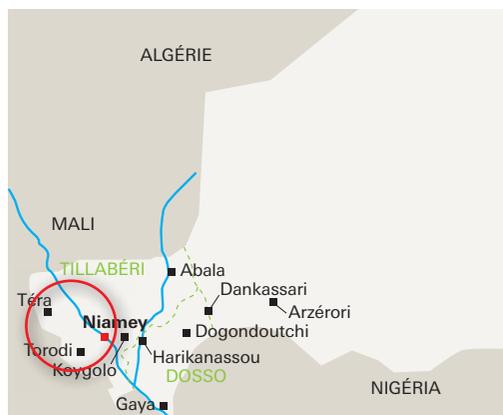
Le budget participatif n'a qu'un seul inconvénient: il est relativement complexe et a un coût élevé lors de la première année de mise en œuvre. Si l'Etat nigérien a voté des lois visant à instaurer une plus grande décentralisation et une démocratie directe, il peine à octroyer les

Fin des négociations entre Areva et le Niger: l'opacité domine

Après 18 mois d'âpres négociations, le gouvernement du Niger et le géant français de l'énergie Areva se sont entendus fin mai sur une nouvelle réglementation relative à l'extraction d'uranium. A première vue, le gouvernement nigérien semblait avoir tiré son épingle du jeu: Areva s'engageait pour la première fois à respecter la loi nigérienne sur l'exploitation minière, ce qui signifiait la disparition des exonérations fiscales dont elle a bénéficié pendant des décennies et une augmentation des redevances de 5,5% à 12%. La société civile, et notamment l'organisation ROTAB, appuyée par SWISSAID, a émis des réserves sur les conclusions des négociations, et a regretté l'opacité dont elles ont été entourées; et le fait que les termes du contrat n'avaient pas été rendus public. Des indiscretions ont toutefois révélé qu'il s'agissait seulement d'un contrat-cadre ne statuant pas sur des questions primordiales, comme celles concernant l'avenir de Somair et de Cominak, deux entreprises partiellement contrôlées par Areva. Le ROTAB reste mobilisé.

moyens financiers nécessaires à leur mise en œuvre. Les communes et les villages manquent également des connaissances nécessaires. Des organisations comme SWISSAID apportent un appui précieux pour démarrer et consolider de tels processus, en s'appuyant sur le savoir-faire de partenaires de longue date. D'autres partenaires internationaux du Niger, telle la coopération allemande, s'engagent désormais également pour appuyer le processus du budget participatif dans leurs communes d'intervention au Niger. *Ouali Boubacar, SWISSAID Niger*

Niger



Photos: Bureau SWISSAID Niger

VOTRE AIDE CONCRÈTE



200 francs

Avec cette somme, vous permettez à un/délégué/e communal/e au Niger de suivre une formation continue de 3 jours pour apprendre à défendre les intérêts de son village dans la planification du «budget participatif».

SWISSAID – Aider avec courage.

1 à 0 pour David contre Goliath

En Guinée-Bissau, la lutte pour la diversification de la production, menée par une ONG locale appuyée par SWISSAID, a permis de relancer la filière de la patate douce. Et de diminuer les taxes dont elle était l'objet, pour le bien-être des producteurs et de la population.

Djenabu Touré, une paysanne de 29 ans, est fière du salon de coiffure qu'elle a ouvert récemment, en plus de la vente de patates douces le long de la route menant au Sénégal.

Si cette vente lui rapporte un revenu, qui lui a permis de réaliser son rêve d'ouvrir un salon de coiffure, c'est grâce à Aprodél, une ONG qui appuie des organisations paysannes, soutenue par SWISSAID, et apporte localement une aide à la commercialisation des produits agricoles.

Pourtant, il y a quelques années, les paysans avaient peu à peu renoncé à cultiver la patate douce, qu'on ne trouvait plus guère sur les marchés. Désormais, grâce à Aprodél, la filière a été relancée dans la région de Bafatà, avec une production de 2100 tonnes sur 50 hectares. Avec à la clé, des gains évalués à quelque 200 millions de francs CFA (370 000 frs) pour les producteurs, les commerçants ainsi que les vendeuses au détail qui font face à un fort accroissement de la demande.

Trop de taxes

Mais qu'est-ce qui avait freiné à ce point la production de patates douces, alors que le pays s'y prête parfaitement? De fait, les taxes et les impôts étaient tels, qu'ils avaient fini par décourager les producteurs. La moitié des bénéfices potentiels étaient détournés par une administration corrompue. Les fonctionnaires appartenant

Guinée-Bissau



à trois ministères – agriculture, forêts, commerce – prélevaient chacun de leur côté des taxes; tout comme la direction des douanes, l'office de contrôle de l'eau et le comité d'Etat. Sans oublier les truands et les «policiers» privés qui n'hésitent pas à racketter les transporteurs. Si ces derniers sévissent encore en Guinée-Bissau, les autres taxes prélevées indument ont disparu. Et ce grâce à l'action d'Aprodél.

Comment une simple ONG locale a-t-elle réussi? Dans un premier temps, les responsables ont documenté les faits avec précision. Ensuite, ils ont attiré l'attention du gouverneur local sur les abus. Très à l'écoute, ce responsable a apporté tout son appui à une concertation de deux jours au niveau national, organisée par Aprodél pour des représentants de l'administration.

Une stratégie payante

Dans le même temps, l'ONG locale a commandité une étude, dont les conclusions démontrent que seuls les taxes du Ministère du commerce étaient justifiés. «Nous avons expliqué aux fonctionnaires de ce Ministère qu'ils ne percevaient bientôt plus d'impôts si les paysans, découragés, arrêtaient la culture de la patate douce», explique Filomeno Barbosa, directeur et lobbyiste en chef d'Aprodél. La stratégie s'est révélée payante. A l'issue de la concertation, les participants ont décidé de supprimer purement et simplement les taxes injustifiées.

La lutte a payé en Guinée-Bissau, pays figurant au 163^e rang sur l'indice de perception de la corruption. Djenabu Touré peut à nouveau vendre des patates douces le long de la route après la suppression de plusieurs taxes illégales.

«Les déclarations des paysans qui ont décrit concrètement leurs difficultés ont joué un rôle déterminant», précise Filomeno Barbosa. Certaines administrations ont certes essayé par la suite de prélever à nouveau des taxes. «Mais nous avons pu rapidement mettre un terme à ces pratiques», conclut-t-il, déterminé.

Pia Wildberger

VOTRE AIDE CONCRÈTE

55 francs

Avec cette somme, vous permettez à une paysanne en Guinée-Bissau de participer à un échange d'expériences de trois jours avec une collègue cultivant des patates douces avec succès. Une étude de marché réalisée au niveau national afin d'évaluer le potentiel du précieux tubercule coûte 2885 francs.

SWISSAID – Aider avec courage.



Delphine Centlivres est directrice de Transparency International Suisse depuis avril 2012.

«La corruption aggrave la pauvreté!»

Quel est l'impact de la corruption et du manque de transparence sur la pauvreté dans les pays en développement? Entretien avec Delphine Centlivres, directrice de Transparency International Suisse.

Peut-on éliminer la corruption?

Delphine Centlivres: Je le dirais ainsi: pendant des siècles, beaucoup considéraient comme impossible que les femmes obtiennent un jour le droit de vote. Et pourtant... La corruption est comme une grave maladie. On peut la contrôler à condition de la «traiter» continuellement de manière déterminée et intensive. En d'autres termes, le thème doit figurer à l'ordre du jour politique et social, et des mesures correspondantes doivent être prises.

Des progrès ont-ils été réalisés?

Il y a 20 ans, la corruption était un sujet tabou. Les entreprises suisses qui avaient «acheté» des fonctionnaires à l'étranger pouvaient même déduire les pots-de-vin correspondants de leurs impôts. Depuis, trois conventions internationales majeures ont été conclues et le Code pénal suisse a été adapté. Mais il reste encore beaucoup à faire.

La corruption rend-elle pauvre?

De façon générale, il faut combattre la corruption pour lutter contre la pauvreté. Lorsque les salaires augmentent, la corruption diminue. Le gendarme au carrefour n'a plus besoin d'améliorer sa rémunération en infligeant des «amendes». Une étude menée par Transparency International dans 107 pays a révélé qu'une personne sur quatre doit payer des pots-de-vin pour bénéficier des services les plus élémentaires. Dans les pays les plus pauvres, il s'agit même d'une personne sur deux. La corruption aggrave la pauvreté!

Quelles sont les conséquences de la corruption?

La corruption génère un manque de ressources essentielles pour l'éducation, la santé, l'eau et les infrastructures routières, et empêche le développement de la population. Elle détruit la confiance dans la société, dans les



«La corruption détruit la confiance dans la société, dans les entreprises et dans l'Etat. C'est extrêmement grave.»

entreprises et dans l'Etat. C'est extrêmement grave. Car une société sans confiance fonctionne mal.

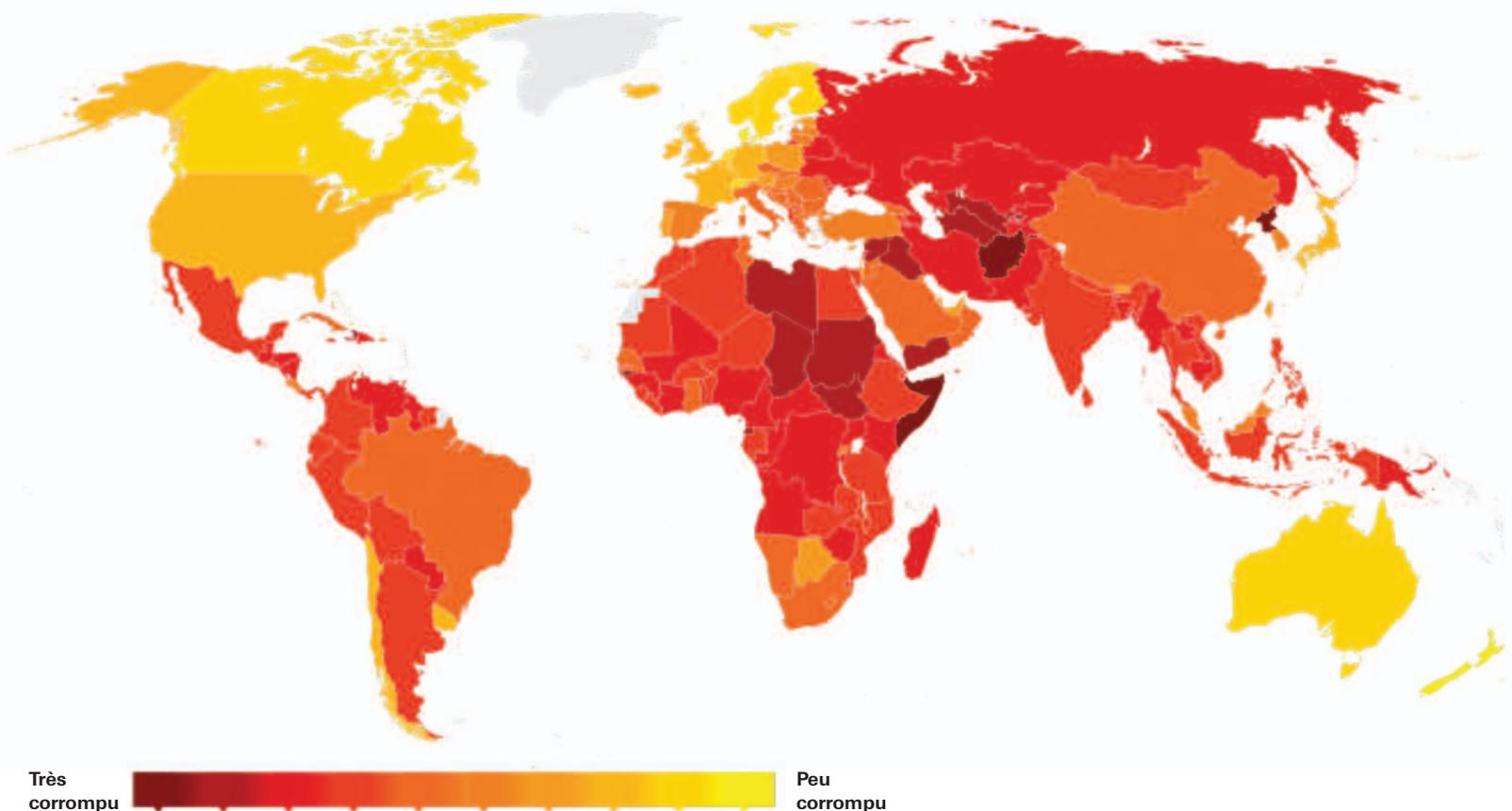
Pouvez-vous nous donner un exemple?

Des liens de cause à effet étonnants peuvent être identifiés. Dans les pays où les citoyens sont responsables et respectent les lois, les gens sont en meilleure santé. Lorsque la corruption est forte, le taux de mortalité maternelle à la naissance est plus élevé. Même l'eau est moins salubre, et ce même dans des pays «plus riches».

Autres pays, autres mœurs: y a-t-il des différences dans la perception de la corruption?

Eh bien, je n'inviterais pas un policier zurichois à boire le café. Mais trêve de plaisanterie! Certains prétendent que, dans les pays en développement, la corruption est d'origine culturelle, qu'elle résulte d'un esprit de clan, qu'elle fait partie des coutumes, etc. En fait, deux cultures se superposent: une moderne et une plus traditionnelle. La corruption détruit l'intégrité de la personne, c'est-à-dire aussi le droit à l'égalité de traitement. Or ce droit humain ne peut pas être négocié. La tradition,

La corruption en 2013



Transparency International publie chaque année depuis 1995 l'index de perception de la corruption. Pour 2013, le Danemark et la Nouvelle-Zélande sont en tête des pays les moins corrompus au monde. La Suisse arrive en 7^e position sur 177 pays. L'Afghanistan, la Corée du Nord et la Somalie sont les pays les plus corrompus et se partagent la dernière place de ce classement.

Source: Transparency International

c'est bien, mais pas quand elle supprime des droits élémentaires.

Que peuvent faire des organisations non gouvernementales comme SWISSAID pour combattre la corruption dans les pays en développement ?

Les projets ont pour but de renforcer la société civile afin que les personnes concernées apprennent elles-mêmes à défendre leurs droits et leurs intérêts. Et les œuvres d'entraide doivent montrer l'exemple. Elles doivent mettre en place leurs propres règles anticorruption et veiller à ce que celles-ci soient appliquées par leurs organisations partenaires. La corruption est toutefois un problème complexe que l'on ne peut aborder qu'en intervenant simultanément à de nombreux niveaux. Par exemple, dans le secteur privé, le négoce de matières premières, les transferts financiers internationaux, les groupes de travail internationaux ou les initiatives publiques multipartites.

«La tradition, c'est bien, mais pas quand elle supprime les droits élémentaires.»

Enfin, quel est le niveau de transparence des organisations non gouvernementales en Suisse ?

Nous n'avons pas d'étude à ce sujet. Mais dans l'indice de perception de la transparence, la Suisse se classe 7^e sur 177 pays et son secteur public est considéré comme extrêmement intègre. D'après mon expérience, les œuvres d'entraide suisses sont irréprochables. Des problèmes peuvent toutefois surgir dans le cadre de la coopération avec des partenaires locaux. Lorsqu'elles sélectionnent leurs partenaires, les ONG doivent donc soumettre ces derniers à des processus de «due diligence» très stricts, c'est-à-dire vérifier leur réputation, l'origine de leurs capitaux, leurs anciennes collaborations, les éventuels conflits d'intérêt, etc. Les œuvres d'entraide doivent ici assumer leurs responsabilités.

Pia Wildberger

Qu'est-ce que la corruption ?

Du népotisme au détournement de fonds, le terme recouvre une multitude de pratiques douteuses. Transparency International définit la corruption comme «un abus de pouvoir exercé par la personne à laquelle ce pouvoir a été conféré en vue de son enrichissement personnel». En général, on distingue deux formes de corruption. La première, largement répandue dans les pays en développement, équivaut à un chantage. Une position de pouvoir est exploitée afin d'obtenir une faveur. La seconde est une situation qui bénéficie aux personnes directement concernées, mais qui s'exerce au détriment de tiers. Les conséquences vont de dégâts matériels jusqu'à l'effondrement des structures publiques et sociales.



Etude de SWISSAID : Les entreprises suisses dominant le négoce pétrolier avec l'Afrique

Une étude de SWISSAID établit la dépendance de nombreux pays africains vis-à-vis du négoce de matières premières. Entre 2011 et 2013, les négociants pétroliers suisses ont acheté du pétrole brut à dix états africains pour un montant de 55 milliards de dollars, ce qui équivaut à plus du double de l'aide mondiale au développement versée à ces pays. Malgré les volumes considérables en jeu, le Conseil fédéral refuse de contraindre les négociants pétroliers à plus de transparence.



Malgré l'ampleur du négoce pétrolier avec les gouvernements africains, les informations le concernant restent rares. Dans une étude publiée mi-juillet, SWISSAID, la Déclaration de Berne (DB) et le Natural Resource Governance Institute (NRGI) américain présentent pour la première fois des chiffres. Les résultats sont édifiants : entre 2011 et 2013, les entreprises pétrolières publiques de dix pays africains ont vendu du pétrole brut pour un montant d'au moins 220 milliards de dollars. Environ 25% de cette somme, soit 55 milliards, sont revenus à des négociants suisses.

Ces chiffres vertigineux donnent à réfléchir. Car les ventes totales de pétrole représentent près de 56% des recettes publiques des pays étudiés (Angola, Guinée équatoriale, Côte d'Ivoire, Ghana, Gabon, Cameroun, Congo-Brazzaville, Nigeria, Sud-Soudan et Tchad). Plusieurs exemples illustrent à quel point certains pays sont dépendants des négociants en pétrole. Ainsi, le groupe suisse Glencore a acheté l'année dernière au Tchad pour environ 400 millions de dollars de pétrole brut, ce qui correspond à 16% des recettes publiques de ce pays.

Le pétrole et les autres matières premières parcourent la moitié du globe par bateau.
Photo : chargement d'une cargaison dans le port de Bissau.

SWISSAID exige la transparence

Basés sur des recherches approfondies, les chiffres présentés dans l'étude se situent plutôt dans la fourchette basse des valeurs réelles, car les transactions n'ont pas toutes pu être prises en compte. La raison : les informations sur le négoce pétrolier sont difficilement accessibles. Une constatation plutôt inquiétante compte tenu des dimensions du marché et des risques associés. En effet, nombre des pays inclus dans l'étude sont connus pour la corruption qui gangrène leurs administrations et leur gouvernement.

C'est pourquoi SWISSAID exige depuis longtemps une amélioration de la transparence dans le domaine du négoce de matières premières. Après tout, le pétrole vendu par les entreprises pétrolières publiques appartient à la population du pays dans lequel il est produit. Or, pour que celle-ci puisse demander des comptes à son

gouvernement concernant la principale source de revenus du pays et déterminer si tout s'est passé dans les règles, elle doit disposer d'informations complètes sur le volume, la valeur et les conditions de vente.

La Suisse, première place mondiale du négoce pétrolier, porte dans ce domaine une responsabilité particulière. Pourtant, le Conseil fédéral a décidé fin juin 2014 de ne pas inclure le négoce pétrolier dans la loi sur la transparence qui doit être élaborée dans le cadre de la révision du droit des sociétés anonymes. Les dés ne sont toutefois pas encore jetés, et les résultats de l'étude réalisée par SWISSAID, la DB et le NRGI devraient accroître la pression sur le Parlement pour qu'il corrige la décision du Conseil fédéral.

Lorenz Kummer

L'étude peut être téléchargée à l'adresse www.swissaid.ch/fr/etude-negoce-petrole



Les cochons d'Inde ont changé ma vie !

Les cochons d'Inde ne sont pas l'unique solution pour améliorer les conditions de vie des familles paysannes en Equateur. Mais ils y contribuent.

« Les cochons d'Inde ont changé ma vie ! », témoigne Marcia Romero, paysanne vivant dans un village isolé des Andes équatoriennes. Grâce à SWISSAID, elle a appris à fabriquer son propre engrais bio à partir des déjections de ces rongeurs dont elle fait l'élevage. C'est ainsi qu'elle peut fertiliser son champ à moindre prix et en améliorer le rendement. Au marché local, elle écoule facilement ses cochons d'Inde et le surplus de ses récoltes. Doña Marcia et les autres femmes de sa communauté qui font pareil ont ainsi trouvé une voie simple et efficace pour sortir de la pauvreté.

Equateur



Photo: Daniel Ammann

Un tel succès se doit d'être reproduit. SWISSAID a donc lancé un projet similaire proche d'Alausi, dans une autre région des Andes équatoriennes. Sur des versants de montagnes particulièrement raides, aux terres érodées et asséchées, des familles paysannes cultivent principalement des pommes de terre. La sous-nutrition et la malnutrition y sont très répandues. Le paysan qui le peut s'exile en ville à la recherche d'un travail moins contraignant et des conditions de vie moins difficiles. Dans les villages isolés, seules restent les femmes, les enfants et les personnes âgées. Selon un récent recensement, 98% des familles paysannes d'Alausi vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Les cochons d'Inde et l'agriculture bio

Aujourd'hui, 485 familles de la région ont décidé de prendre leur destin en main et, avec l'aide de SWISSAID, de se donner les moyens de sortir de la pauvreté. L'agriculture bio est l'un de ces moyens. Les paysans apprennent les bases des techniques agricoles bio et renoncent aux intrants chimiques. L'élevage de cochons d'Inde est une composante de cette reconversion et les ateliers à ce sujet sont suivis avec assiduité par les personnes qui ont fait ce choix. Ces formations sont les premiers outils qui permettront à ces 485 familles de s'en sortir durablement.

L'impact du projet dépasse les questions d'alimentation, comme peut en témoigner Marcia Romero : « Comme je gagne mon propre ar-

VOTRE AIDE CONCRÈTE



50 francs

Avec cette somme, vous mettez à disposition d'une famille en **Equateur** 10 cochons d'Inde dont le fumier sera utilisé pour la fabrication d'engrais bio.

SWISSAID – Aider avec courage.

Mondial : SWISSAID cartonne avec Madame Shiva

C'est la première fois que SWISSAID rebondit sur une Coupe du Monde de football pour évoquer, sans se prendre au sérieux, ses activités en Equateur et le rôle important qu'y jouent des cochons d'Inde dans des projets d'agriculture bio. Les prédictions du cochon d'Inde Madame Shiva, l'oracle qui a prédit les résultats de l'équipe suisse de football durant le Mondial – comme le fit Paul le Poulpe il y a quatre ans – ont fait le tour du monde, grâce à une dépêche de l'Agence France Presse (afp), traduite en plusieurs langues. L'opération a bénéficié de l'aimable collaboration de Gilbert Gress, ex-entraîneur de l'équipe suisse de football, lequel a commenté avec humour les prédictions de Madame Shiva, filmée de près sur un terrain de football miniature. Le cochon d'Inde a vu juste, mais s'est également lourdement trompé, en prédisant une victoire de la Suisse lors de son match contre la France.



gent, je n'ai plus besoin d'en demander à mon mari. Je peux acheter des médicaments ainsi que des cahiers, des chaussures et des uniformes pour l'école de mes enfants.»

Pia Wildberger



Les paysannes qui seront présentes en Suisse, de gauche à droite: Dorcas Ndigueroim (Tchad), Monia Grenier (Canada), Yaini Isabel Contreras Jiménez (Colombie), Lar Mya Mee (Myanmar), Nancy Caron (Canada), Martha Cecilia Pinto Senejoa (Colombie), San Wai (Myanmar) et Serrobé Momini (Tchad).

Dialogue entre paysannes suisses et des quatre continents organisé par SWISSAID

A l'occasion de l'Année internationale de l'agriculture familiale, des paysannes du Tchad, de Colombie, de Birmanie (Myanmar) – 3 pays partenaires de SWISSAID – et du Canada vont sillonner la Suisse du 6 au 16 octobre 2014 pour rencontrer des femmes paysannes suisses dans leurs fermes.

A chaque halte, débats et échanges passionnants sont au programme entre paysannes d'ici et d'ailleurs, pour évoquer les défis auxquels elles sont confrontées. Ces rencontres sont ouvertes au public: une occasion unique de partager des expériences, de poser des questions.

Nous vous attendons nombreux à ces rencontres inédites, organisées par SWISSAID et l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales (USPF), qui démarrent le 6 octobre dans

le canton de Genève, pour s'achever le 16 octobre à l'OLMA de Saint-Gall.

Le programme complet, avec toutes les infos utiles concernant les événements prévus dans les cantons de Genève, Fribourg, Obwald, Argovie, Saint-Gall, Zurich et l'OLMA de Saint-Gall se trouvent sous: www.swissaid.ch/fr/dialogue-paysannes.

Toutes les manifestations sont gratuites et ouvertes au public. La confirmation de votre participation sur notre site sera appréciée. Nous nous réjouissons de vous rencontrer à cette occasion.



Une paysanne tchadienne à Meyrin Portes Ouvertes sur le Monde

Le samedi 11 octobre, Momini Serrobé, qui sillonne la Suisse dans le cadre du dialogue des paysannes organisé par SWISSAID et l'Union suisse des paysannes et des femmes rurales, fera halte à Meyrin (GE) dans le cadre de l'événement «Meyrin Portes Ouvertes», consacré cette année à l'agriculture.

Cette paysanne tchadienne interviendra dans un atelier intitulé «la force des projets communautaires au Sud», aux côtés de paysannes de Madagascar, du Pérou, et de Colombie.

Le programme complet:
www.eventmpom.ch



Un périple à vélo de 800 km le long du Rhône

Barbara Skupienski n'a pas froid aux yeux. Malgré une hémiplegie du côté gauche, elle s'apprête à descendre intégralement le Rhône – environ 880 km – de sa source à Gletsch jusqu'à son embouchure dans la mer Méditerranée. Et ce sur un vélo à 3 roues et en autonomie presque complète.

A 57 ans, Barbara s'est lancée dans cette aventure pour porter sur sa route et sur son blog

un message en faveur de la liberté et l'indépendance: pour les personnes à mobilité réduite, bien sûr, mais aussi pour les personnes opprimées au Sud. C'est pourquoi Barbara invite ses proches et sympathisants à faire un geste en faveur d'organisations suisses à but non lucratif, dont SWISSAID. Suivez le périple de Barbara sur <http://bouger-c-est-vivre.over-blog.com>

Pourquoi l'huile de palme a-t-elle si mauvaise presse ?

L'huile de palme est partout, dans nos assiettes, mais aussi dans les médias, et pas toujours à son avantage. Et ce malgré la certification dont elle fait l'objet. Pour quelles raisons ?

L'association SWISSAID Genève a décidé de mettre cette question sur la table, en convoquant d'éminents spécialistes de tous horizons le **mardi 23 septembre au Palais Eynard à Genève**. A commencer par Denis Ruyschaert,

membre de SWISSAID Genève, et auteur d'une thèse à ce propos, mais aussi des représentants de Greenpeace, Migros, Nestlé, WWF et Tropical Forest Trust.

A l'ouverture, Sandrine Salerno, conseillère administrative de la Ville de Genève, René Longet, président de la FGC et Marguerite Contat, présidente de SWISSAID Genève, rappelleront les enjeux emblématiques de l'huile de palme durable.

La conférence, soutenue par la Ville de Genève et la Fédération genevoise de coopération, sera suivie d'un cocktail. Nous nous réjouissons de vous y rencontrer.

Le programme détaillé est sous : www.swissaid.ch/fr/Genève

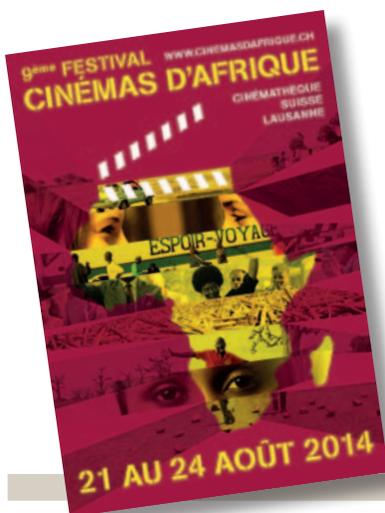
Conférence annuelle de la DDC à Genève

SWISSAID Genève vous donne rendez-vous sur son stand le vendredi 29 août 2014 à l'Arena de Genève, où se tiendra la conférence annuelle de la coopération au développement. Avec cette année un accent particulier sur les effets dramatiques du changement climatique pour les pays du Sud. Une occasion pour SWISSAID Genève de présenter son projet soutenu par la Fédération genevoise de coopération au Niger, qui lutte contre le changement climatique en favorisant l'agriculture bio.



Plus d'infos et inscriptions sous : www.sdc.admin.ch/fr/Accueil

Festival Cinémas d'Afrique



Pour la 9^e année consécutive, la Cinémathèque suisse à Lausanne accueille du 21 au 24 août le Festival Cinémas d'Afrique, dans le cadre magique du Théâtre de verdure de Montbenon ainsi qu'à la Salle des fêtes du Casino. Ce festival donne une belle visibilité à des films africains qu'il est souvent difficile de voir ailleurs. SWISSAID apporte son appui à ce festival et organise une discussion avec le public sur les nouveaux défis alimentaires et environnementaux auxquels l'Afrique de l'Ouest est confrontée, à l'occasion de la projection de trois courts-métrages, le samedi 23 août à 16h30 au Salon Bleu.

www.swissaid.ch/fr/cinemas-afrique

Photos: CIFOR/Olivier Girard, DR



La FEDEVACO fête ses 25 ans

SWISSAID vous donne rendez-vous le samedi 13 septembre 2014 à Morges de 13h à 1h du matin, pour fêter les 25 ans de la FEDEVACO, la Fédération vaudoise de coopération, dont nous sommes membre, aux côtés d'autres associations. SWISSAID participe sous diverses formes (films, jeu pour les écoles) à cet événement qui marque un quart de siècle d'engagement du canton de Vaud en faveur de la solidarité internationale.

Dès le début de l'après-midi et jusque tard dans la soirée, les Halles CFF de Morges prendront les couleurs de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. Avec des animations pour tous les âges : breakdance, cirque, théâtre, courts métrages, affiches BD, sans oublier des saveurs du monde à déguster. Et le soir, un concert avec le chanteur K et un groupe de musique sénégalais (photo).

Le programme complet est sous : www.fedevaco.ch

Oui au développement durable, non à l'initiative Ecopop

L'initiative Ecopop, qui sera soumise au peuple le 30 novembre prochain, exige que 10% des fonds de l'aide suisse au développement aillent au contrôle des naissances dans les pays pauvres. SWISSAID recommande de rejeter les fausses solutions de cette initiative, qui vise aussi à limiter la croissance de la population suisse due à l'immigration.



À l'échelle mondiale, la croissance démographique a culminé dans les années 1960. Depuis, la courbe s'aplatit, mais la population continue d'augmenter. Pourquoi? La raison principale est que les gens vivent désormais beaucoup plus longtemps. A partir de la moitié ou de la fin de ce siècle, la population recommencera à diminuer. A l'heure actuelle, le taux de natalité dans le monde s'élève à 2,5 enfants par femme (1970: 4,5) et l'ONU a calculé que 80% de la population mondiale vit dans un contexte où le taux de fécondité est d'ores et déjà inférieur à trois enfants par femme.

Lien entre pauvreté et nombre d'enfants

Mais ce constat à l'échelle mondiale ne s'applique que partiellement à l'Afrique, tout particulièrement à la région au sud du Sahara, où les femmes ont toujours en moyenne 4,6 enfants. Selon les experts, le continent africain enregistrera dans les décennies à venir une croissance démographique forte, le passage d'un taux de mortalité et de natalité élevés à des taux plus faibles ne s'étant pas encore produit.

Cela s'explique notamment par la grande pauvreté dans laquelle vit la majorité de la population africaine. Les gens ont en effet beaucoup d'enfants dans les régions où la mortalité infantile est élevée, où les enfants doivent très tôt contribuer au budget familial, et où ce sont les enfants qui ont la charge des parents âgés, en

l'absence d'une assurance vieillesse digne de ce nom. Avoir une famille nombreuse résulte donc le plus souvent de contraintes économiques, plutôt que d'un choix.

La solution: la formation des femmes

Selon des études menées dans plusieurs pays par la Banque mondiale, la plupart des femmes vivant dans ces pays disposent pourtant d'informations sur les moyens de contraception et y ont accès. Dès lors, pourquoi n'y ont-elles pas recours? C'est qu'en plus des contraintes économiques, le nombre d'enfants est également tributaire de la pression sociale, des attentes des époux et du reste de la famille. Tandis que le contexte culturel et les convictions religieuses jouent également un grand rôle.

De nombreuses études montrent par ailleurs que plus les femmes sont bien formées et professionnellement actives, mieux elles sont armées pour faire face aux pressions de leur entourage; elles sont alors en mesure de prendre elles-mêmes en main la planification des naissances. La coopération au développement publique et privée concentre donc ses efforts sur ces aspects, avec encore davantage de moyens financiers que les 10% demandés par l'initiative. Laquelle, aux yeux de SWISSAID, se trompe décidément de cible, dans les pays pauvres comme en Suisse.

Caroline Morel, directrice

La formation contribue à limiter le nombre des naissances. Ici, des écoliers dans le sud du Tchad.

L'action de SWISSAID

La promotion des femmes et des familles est au cœur des efforts de SWISSAID. Dans de nombreux projets, les femmes acquièrent des connaissances qui leur permettent de s'imposer et de faire vivre leurs familles. Parmi les aides apportées, on peut citer la transmission de meilleures méthodes d'agriculture biologique, une assistance à la commercialisation des produits, la lutte contre la violence conjugale ou des cours d'alphabétisation et de calcul. En combattant la pauvreté, SWISSAID s'attaque aussi à l'une des causes de la croissance démographique.



Deux départs, deux arrivées



Fin mai 2014, deux membres de la direction ont pris leur retraite. Il s'agit de Werner Küng, responsable du département information et recherche de fonds, et de Ruedi Fischer, responsable de la coopération au développement.

Pendant les 24 années passées chez SWISSAID, Werner Küng a été témoin de nombreux changements, dont le passage du fax à la communication électronique. Aujourd'hui, impossible d'imaginer autre chose: nous avons pris l'habitude d'être quotidiennement en contact avec le Myanmar, l'Equateur ou le Niger par Skype ou par courriel.

Werner a marqué de son empreinte le travail d'information, attachant toujours une grande importance à ce que les rapports plutôt techniques de la coopération au développement soient reformulés de manière concrète, compréhensible et attrayante pour les donateurs, aussi bien sur notre site que dans notre maga-

zine. Il faut en effet informer nos lecteurs de manière transparente tout en les touchant émotionnellement. Car pour donner, il faut du cœur. Au fil des années, les recettes issues des activités de collecte de fonds ont bien progressé grâce à de fidèles donateurs, fondations et institutions.

Werner, nous te remercions très chaleureusement pour ton engagement exceptionnel!

Ruedi Fischer a travaillé chez SWISSAID pendant sept ans. Son regard critique a fait avancer de diverses manières le travail de coopération au développement sur le terrain. Sous son égide, la qualité des programmes s'est ainsi nettement améliorée. Il a accordé une attention particulière à la commercialisation des denrées alimentaires et aux chaînes de création de valeur à privilégier.

Ruedi, un grand merci pour tes efforts permanents en faveur d'une meilleure qualité des programmes!

En photo, les points forts de l'engagement de Werner Küng et Ruedi Fischer. Et le portrait de leurs successeurs, Jeremias Blaser (à gauche) et Jon Andrea Florin.

Werner et Ruedi ont bien l'intention de demeurer toujours aussi actifs, avec cependant davantage de temps à consacrer à leur famille. Nous sommes heureux qu'ils aient accepté de devenir membres de notre Conseil de fondation et de conserver ainsi un lien avec SWISSAID.

Ces départs ont été suivis par l'arrivée de nouveaux collègues. Nous nous réjouissons d'avoir trouvé en la personne de Jon Andrea Florin un responsable motivé en matière de communication et de recherche de fonds. Quant à Jeremias Blaser, fort de son expérience sur le terrain, il reprend avec enthousiasme la direction des projets de développement dans les 9 pays où SWISSAID est présente. Bienvenue à eux!

Caroline Morel, directrice

Le paradis du bio existe à Fribourg



Bières sans gluten, huiles essentielles fribourgeoises, tofus biodynamiques, tisanes médicinales des forêts vaudoises, pâtés bio pour chat, cafés et chocolats équitables: Véronique et Alexandre vous conseillent sur leurs produits dans leur Petit Paradis.

Sur les rayons de leur «Petit Paradis», Véronique et Alexandre Robatel proposent des articles bio, locaux et éthiques. Des valeurs en phase avec les projets de SWISSAID qu'ils soutiennent.

Ne cherchez plus le paradis sur terre, nous l'avons trouvé pour vous! Très exactement à la jonction de la rue du Tilleul et la route des Alpes à Fribourg. Là se niche le «Petit Paradis», un magasin d'alimentation bio et de produits naturels géré par Véronique et Alexandre Robatel. Le couple, dans la jeune quarantaine, nous accueille au milieu des rayons bien achalandés de leur épicerie.

De la chimie au bio

Le parcours d'Alexandre est atypique. Au début de sa carrière professionnelle, il est laborantin en chimie pour de grandes entreprises suisses. Après une prise de conscience via son alimentation – il renonce à la viande – et des lectures sur le sujet, Alexandre opte pour un apprentissage en agriculture bio et travaille à la ferme. Si

le travail de la terre lui plaît, il ne dispose malheureusement d'aucun lopin. Désireux d'être indépendant, il décide alors d'ouvrir le «Petit Paradis» en 1998 avec le soutien de sa femme, responsable en développement durable pour les transports publics fribourgeois. Un paradis où la chimie n'a pas sa place.

Une gamme de produits et de valeurs

Véronique et Alexandre choisissent des produits en accord avec leurs valeurs. Le bio est certes excellent pour la santé, mais pas à n'importe quel prix! Vendre une tomate bio cultivée dans une grande exploitation où les conditions de travail des ouvriers agricoles sont déplorables, ne les intéresse pas. De même, ils veillent à proposer à leur clientèle des produits au bilan carbone le plus bas en se fournissant si possible localement et de saison. Chaque produit proposé au Petit Paradis est donc le fruit d'une réflexion globale qui intègre plusieurs valeurs: santé, équité, écologie.

La logique du partage

Ces valeurs sont en phase avec les projets de SWISSAID qu'ils soutiennent. «Nous sommes riches car ils sont pauvres. Je trouve cela totalement indécent», s'indigne Alexandre. Il est

donc important pour lui et sa femme de redistribuer une partie de leurs gains en faveur de projets de développement. Depuis quelques années, ils ont renoncé à offrir un cadeau de fin d'année à leurs clients, mais leur présentent à la place un projet de SWISSAID auquel ils verseront quelques milliers de francs. «Ça fait plus de sens pour nous, explique Véronique. Et puis les gens ont déjà tout ce dont ils ont besoin ici. Les clients soutiennent notre démarche.»

Et Véronique de rappeler qu'elle et son mari soutiennent la démarche de SWISSAID parce qu'ils la trouvent cohérente. Non seulement ils apprécient que les projets soient bien ancrés localement et à l'initiative des bénéficiaires; mais surtout ils sont convaincus que «l'agriculture bio est la seule agriculture possible à long terme». Autant de bon sens dans un si petit paradis ne tient pas du miracle, mais de l'engagement de ses habitants en faveur d'un monde moins fou.

Sébastien Dutruel

*Le Petit Paradis
Place du Petit-Paradis 24
1700 Fribourg
026 323 32 80
lepetitparadis@bluewin.ch*

Nouveauté



Petits animaux qui bougent de la tête

Ces rigolos dinosaures, poissons, coccinelles et autres petits animaux sont fabriqués à la main, peints, laqués par des artisanes et des artisans mexicains, en échange d'un salaire correct. Le

corps est fabriqué à partir d'une coquille de noix séchée, tandis que les pieds, nageoires et écailles sont en plâtre.

Set de 6 pièces: Fr. 36.-

Vous trouverez d'autres cadeaux originaux pour petits et grands ainsi que nos certificats cadeau sous www.boutique.swissaid.ch

Des semences pour une récolte fructueuse

Offrez des semences! Cette quantité de semences de haricots, adaptées aux conditions locales, suffit à ensemercer deux hectares. La récolte permet de nourrir toute une famille. Le surplus est vendu au marché ou utilisé pour les prochaines semailles.

Vous recevrez un joli certificat cadeau attestant de votre don pour des semences, que vous pouvez également offrir à vos proches.



Prix: Fr. 75.-

Etuis en soie d'Inde



Cousues et brodées par un groupe de femmes du Gujarat, Inde, ces pochettes de soie peuvent servir d'étuis à lunettes, de housses pour téléphone portable ou de petits sacs à porter en bandoulière. Chaque étui est une pièce unique.

Taille: 9 x 17 cm

Prix: Fr. 22.-

Set de 3 pièces: Fr. 55.-



Talon

Petits animaux qui bougent de la tête du Mexique

Set(s) de 6 pièces différentes Fr. 36.-

Certificat cadeau pour des semences

Certificat(s) cadeau pour des semences, pour nourrir une famille. Fr. 75.-

Etuis en soie d'Inde

Etui(s) en soie à Fr. 22.-

Set(s) de 3 pièces d'étuis en soie à Fr. 55.-

Fonds SWISSAID pour le futur

J'aimerais en savoir plus sur les possibilités d'inscrire SWISSAID sur mon testament ou de faire une donation. Merci de me faire parvenir votre brochure sur les legs et donations.

Les frais de port et d'emballage sont facturés en sus. Une facture détaillée est jointe à l'envoi de la marchandise commandée.



Photos: Hugo Schmid, Eliane Baumgartner, SWISSAID

Merci d'utiliser les bulletins de versement pour vos dons, ce qui nous évite des frais. Notez vos remarques sur ce talon ou envoyez-nous quelques lignes, par courrier ou courriel.

Prière d'affecter mon don

au projet

au pays

au thème

Nom

Prénom

N° de référence

Rue

NPA / Localité

Téléphone

Date de naissance

Courriel

Date

Signature

Bulletin à envoyer à SWISSAID, Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5 ou info@swissaid.ch

